

Mairie de Libreville/ Audit des ressources humaines

Le rapport qui accuse



Le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga remettant le rapport de l'audit au maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda. Photo du milieu : Les directeurs et responsables de services ont pris part à la rencontre. Photo de droite : Une vue des dossiers des agents recensés dans le cadre de l'audit.

R.H.A
Libreville/Gabon

Restituant, hier matin, les conclusions d'un travail de recensement, à la demande du maire, le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga, a révélé des réalités accablantes dans la tenue du fichier des agents de cette institution, la gestion de leurs carrières ainsi que dans le système de rémunération.

LA lumière peut désormais luire sur la question des ressources humaines dans l'administration municipale. Le moins que l'on puisse dire, en effet, est que la mairie de Libreville est en sureffectif. Le rapport de l'audit mené par les experts des ministères de la Fonction publique et du Budget a été rendu public hier matin. Le ministre Jean-Marie Ogandaga en a clairement fait la restitution, en présence du maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, des conseillers municipaux, des partenaires sociaux et des directeurs des services municipaux.

Ce rapport fait des révélations accablantes sur le mode de gestion des ressources humaines à l'Hôtel de ville, notamment dans la tenue du fichier des agents de cette institution, la gestion de leurs carrières ainsi que dans le système de rémunération. Lancé en mars 2014, cet audit se propose de rééquilibrer cette administration souffrant d'un malaise. Il y est clairement indiqué que la mairie de Libreville enregistre un trop grand nombre d'agents municipaux, recrutés pour la plupart sur des critères peu objectifs.

A titre d'exemple, des centaines de personnes exercent avec des arrêtés de recrutement, sans pou- tant être connues de la direction des ressources humaines. Certains agents sont placés en catégorie A, alors qu'ils devraient, en principe, se retrouver en

C. En plus, les nominations s'établissent sans tenir compte du niveau d'études du bénéficiaire : des jardiniers deviennent parfois des conseillers du maire, etc.

Pire encore, le rapport d'audit révèle l'existence d'agents émargeant à la mairie de Libreville, mais n'y exerçant pas ou n'étant même pas domiciliés dans l'Estuaire. Frappés par la limite d'âge, plusieurs continuent d'être rémunérés, malgré tout.

En un mot, sur 2 586 agents déclarés, l'opération de recensement, elle, n'en a enregistré que 2 476. Des anomalies ont même été constatées au niveau de la direction des ressources humaines, qui dispose de plus de 400 agents, alors que d'autres directions, par contre, ont moins de 50 personnes.

Cette légèreté dans la gestion a donné des droits acquis à certains, selon le ministre Ogandaga. La falsification des documents, le cumul d'émoluments et la faiblesse des effectifs d'agents diplômés sont autant de maux dont il faut libérer l'Hôtel de ville.

Cependant, la situation est susceptible d'être corrigée. Pour cela, le ministre de la Fonction publique recommande, entre autres, la mise en place d'un système de gestion optimale pour révaloriser l'agent, l'instauration de critères objectifs dans le recrutement et la rémunération des agents municipaux.

Jean-Marie Ogandaga propose également le redéploiement des agents. Selon lui, le maire de Libreville devrait initier des programmes de formation internes pour recycler le personnel. Cela permettra aux agents de retrouver leur véritable niveau et la place qui leur revient.

Comme recommandations, le membre du gouvernement suggère la mise en place d'un système de gestion du personnel. « Il n'y a pas de système de gestion sans

système de rémunération », a-t-il dit. Pour le ministre en charge de la Fonction publique, c'est le système

de gestion qui sous-tend le système de rémunération. L'instauration d'un plan

de carrière a également figuré dans son chapelet de recommandations. Ceci, afin qu'il existe un statut

de l'agent et pour que prenne fin l'anarchie au sein de l'administration municipale.

G4S

Fournir à l'Afrique
CROISSANCE, PROGRES,
INVESTISSEMENT & SECURITE.
Nous ferons la même chose pour vous

G4S est le leader mondial des solutions de sécurité, qui se spécialise dans les processus d'affaires externalisés dans les secteurs où les risques de sécurité sont considérés comme une menace stratégique. G4S a des opérations dans plus de 125 pays et 657.000 employés.

En Afrique, G4S est le plus grand employeur privé, avec 110 000 employés dans plus de 25 pays à travers le continent.

Pour soutenir sa croissance continue et son modèle d'expansion, nous cherchons une personne dynamique et professionnelle dans le rôle suivant:

DIRECTEUR GENERAL : G4S GABON

G4S Gabon voudrait un professionnel chevronné qui sera responsable de la direction stratégique et assurera la rentabilité de la société. Cela comprend la réalisation de la croissance opérationnelle et financière de l'entreprise, la gestion des ressources humaines ainsi que les ventes, le marketing et le développement commercial. Le poste sera basé à Libreville - Gabon

Le défi:

- Guider l'entreprise, en termes de secteurs et de stratégies d'activités.
- Diriger l'entreprise à fournir un service efficace, efficient et rentable.
- Planifier, préparer et faire le suivi du budget des affaires afin de maximiser la rentabilité.
- Maintenir un contact étroit avec la main-d'œuvre à travers les gestionnaires de l'entreprise afin d'assurer le feedback, le maintien du bon moral et un haut niveau d'intégrité et d'honnêteté du personnel.
- Formuler et / ou approuver des augmentations de salaire

La personne

- Qualification tertiaire pertinentes
- Expérience dans l'industrie des services de sécurité (serait un atout).
- Expérience d'au moins 5 à 7 ans à un poste de direction dans la gestion d'une entreprise.
- Capacité de communiquer couramment en français et en anglais

G4S offre un salaire concurrentiel dans le marché y relatif. Nous nous engageons à employer "Africain pour l'Afrique" dont préférence aux Gabonais.

Pour vous inscrire et postuler en ligne, aller à www.africajobs.g4s.com

La date de clôture des candidatures est le 9 Octobre 2015